

**Bureau du vérificateur général du Canada
Rapport financier trimestriel
pour le trimestre terminé le 30 juin 2022**



Bureau du
vérificateur général
du Canada

Office of the
Auditor General
of Canada

Pour obtenir de l'information, veuillez communiquer avec les :

Communications

Bureau du vérificateur général du Canada

240, rue Sparks

Ottawa (Ontario)

Canada K1A 0G6

Téléphone : 613-995-3708 ou 1-888-761-5953 (sans frais)

Télécopieur : 613-957-0474

Numéro pour les malentendants (ATS seulement) : 1-613-954-8042

Courriel : communications@oag-bvg.gc.ca

Site Web : www.oag-bvg.gc.ca

ISSN 1927-1980

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et au programme

Introduction

Le présent rapport trimestriel a été préparé par la direction conformément à l'article 65.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et selon les modalités prescrites par le Conseil du Trésor. Il devrait être lu de concert avec le budget principal des dépenses. Ce rapport trimestriel n'a pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen externe.

Le Bureau du vérificateur général du Canada a une seule activité de programme : l'audit législatif. Il réalise des études et des audits indépendants qui fournissent information, avis et assurance objectifs au Parlement, au gouvernement et à la population canadienne.

Mandat

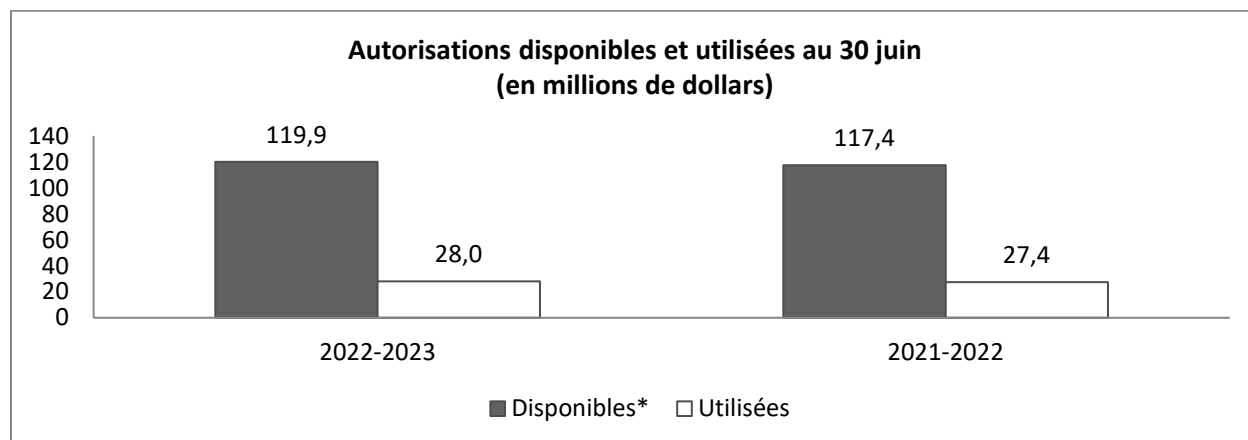
La vérificatrice générale du Canada est une mandataire du Parlement. Elle est indépendante du gouvernement et présente ses rapports directement au Parlement. Ses fonctions sont établies par la *Loi sur le vérificateur général*, la *Loi sur la gestion des finances publiques*, ainsi que d'autres lois et décrets en conseil. Elles consistent à réaliser des audits législatifs et, dans certains cas, à effectuer une surveillance des ministères et des organismes fédéraux, des sociétés d'État, des gouvernements territoriaux ainsi que d'autres entités.

Mode de présentation

Le présent rapport trimestriel a été préparé par la direction en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint à ce rapport présente les autorisations de dépenser du Bureau accordées par le Parlement et celles utilisées par le Bureau, de manière cohérente avec le budget principal des dépenses pour l'exercice 2022–2023. Ce rapport trimestriel présente de l'information financière à l'égard de l'utilisation des autorisations de dépenser. Le Bureau utilise la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour la préparation et la présentation de ses états financiers annuels qui font partie du processus de rapport sur les résultats ministériels. Toutefois, les autorisations de dépenser votées par le Parlement sont encore établies en fonction d'une comptabilité axée sur les dépenses.

Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs

Les autorisations disponibles aux fins d'utilisation ont augmenté surtout en raison de l'approbation d'une demande de report qui a été inscrite dans notre demande de financement pour l'intégrité de notre programme de 2022-2023.



* Comprend seulement les autorisations disponibles aux fins d'utilisation et celles accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

Risques et incertitudes

Il n'y a pas de risques et d'incertitudes importants à rapporter.

Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et au programme

Une vérificatrice générale adjointe a été nommée à la pratique d'audit de performance.

En novembre 2021, 165 employées et employés ont entrepris des actions syndicales dans le cadre du processus de négociation de la convention collective. Une grève générale a été déclenchée le 22 février 2022. Le 1^{er} avril 2022, une entente de principe a été signée entre l'Alliance de la Fonction publique du Canada et le Bureau du vérificateur général du Canada, et les 165 membres du personnel sont retournés au travail. La convention collective a été ratifiée ultérieurement, soit le 4 juillet 2022.

Approuvé par :

La vérificatrice générale du Canada,

La vérificatrice générale adjointe
et directrice principale des finances,

Original signé par

Original signé par

Karen Hogan, FCPA, FCA

Lissa Lamarche, CPA, CA

Ottawa, Canada
Le 29 août 2022

État des autorisations (non audité)

	Exercice 2022-2023			Exercice 2021-2022		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023*	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 juin 2022	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice terminé le 31 mars 2022*	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 juin 2021	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
	(en milliers de dollars)					
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement	109 673	24 797	24 797	107 494	24 536	24 536
Moins : Recettes à valoir sur le crédit	(2 660)	–	–	(2 660)	(266)	(266)
Crédit net 1 – Dépenses nettes de fonctionnement	107 013	24 797	24 797	104 834	24 270	24 270
Autorisations législatives budgétaires	12 869	3 217	3 217	12 523	3 131	3 131
Autorisations budgétaires totales	119 882	28 014	28 014	117 357	27 401	27 401
Autorisations non-budgétaires	–	–	–	–	–	–
Autorisations totales	119 882	28 014	28 014	117 357	27 401	27 401

* Comprend seulement les autorisations disponibles aux fins d'utilisation et celles accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

Dépenses ministérielles budgétaires par article courant (non audité)

	Exercice 2022-2023			Exercice 2021-2022		
	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023	Sommes dépensées durant le trimestre terminé le 31 juin 2022	Cumul des dépenses à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice terminé le 31 mars 2022	Sommes dépensées durant le trimestre terminé le 31 juin 2021	Cumul des dépenses à la fin du trimestre
	(en milliers de dollars)					
Dépenses :						
Personnel	98 662	24 615	24 615	97 137	23 282	23 282
Transports et communications	3 200	354	354	3 500	111	111
Information	1 000	344	344	1 000	201	201
Services professionnels et spéciaux	13 300	1 318	1 318	11 880	2 484	2 484
Location	2 750	1 165	1 165	2 750	1 334	1 334
Services de réparation et d'entretien	160	15	15	225	17	17
Services publics, fournitures et approvisionnements	170	5	5	225	14	14
Acquisition de matériel et d'outillage	3 250	198	198	3 250	219	219
Autres subventions et paiements	50	–	–	50	5	5
Dépenses budgétaires brutes totales	122 542	28 014	28 014	120 017	27 667	27 667
Moins les recettes affectées aux dépenses :						
Sommes recouvrées						
Des membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL)	(660)	–	–	(660)	(28)	(28)
Des audits internationaux	(2 000)	–	–	(2 000)	(238)	(238)
Total des sommes recouvrées	(2 660)	–	–	(2 660)	(266)	(266)
Dépenses budgétaires nettes totales	119 882	28 014	28 014	117 357	27 401	27 401